

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Japon & Corée du Sud

Une publication conjointe du SER de Tokyo et du SE de Séoul
N° 209 : du 1^{er} au 28 février 2025

Japon

- Croissance solide de +0,7 % du PIB japonais au quatrième trimestre 2024
- Le Japon investit aux États-Unis et renforce sa coopération énergétique
- D. Trump menace d'instaurer des droits de douane sur les importations d'automobile, d'aluminium et d'acier, affectant l'industrie japonaise
- Fin du projet de fusion entre Nissan et Honda
- Les actionnaires de Seven&i s'organisent pour contrer l'offre d'achat de Couche-Tard
- Démission du président de la banque Norinchukin suite à de mauvais résultats financiers

Corée du Sud

- La Banque de Corée (BoK) abaisse son taux directeur dans un contexte de ralentissement économique
- La Chine autorise à nouveau les importations de contenus culturels sud-coréens
- L'adoption de la loi de soutien aux semi-conducteurs retardée, sur fond de désaccord politique
- Les groupes sud-coréens accélèrent leurs partenariats internationaux dans l'intelligence artificielle
- Les entreprises sud-coréennes sous pression des États-Unis pour accroître leurs investissements

Japon & Corée du Sud

- Nette amélioration des soldes commerciaux de la France vis-à-vis du Japon et de la Corée du Sud en 2024

Japon

Politiques économiques

Croissance solide de +0,7 % du PIB japonais au quatrième trimestre 2024 (+2,8 % en g.a.), selon la première estimation publiée par le *Cabinet Office* (administration du Premier ministre), dépassant largement les attentes du marché: d'après un sondage publié par *Reuters*, la croissance était attendue autour de +1 % en g.a. Il s'agit du troisième trimestre consécutif d'expansion. Cette bonne performance s'explique principalement par (i) la reprise de la consommation finale des ménages (+0,1 % en g.t.), en dépit d'un contexte inflationniste, et par (ii) l'augmentation des dépenses des entreprises (+0,5 % en g.t.). Finalement, la croissance du Japon pour 2024 s'est élevée à +0,1 %, après avoir atteint +1,5 % en 2023. En janvier, la Banque du Japon (BoJ) avait revu à la baisse sa prévision pour l'année fiscale 2025-2026 à +0,5 % (tandis que le FMI anticipe une croissance de +1,1 %), mais maintenu sa prévision pour 2026-2027 à +1 %. [Cabinet Office](#), [Financial Times](#), [Reuters](#)

Le Japon investit aux États-Unis et renforce sa coopération énergétique. Le 7 février, à l'occasion de leur première réunion en personne, le Premier ministre japonais S. Ishiba et le Président américain D. Trump sont convenus de coopérer en ce sens, notamment en augmentant les exportations de gaz naturel liquéfié (GNL) américain vers le Japon, « *d'une manière mutuellement bénéfique* ». Lors de la conférence de presse qui a suivi l'entretien, le président américain a ainsi déclaré que le Japon commencerait « *prochainement* » à importer des quantités record de GNL. Les discussions ont également porté sur une éventuelle coentreprise liée à l'exploitation d'hydrocarbures en Alaska. [Nikkei](#)

D. Trump menace d'instaurer des droits de douane sur les importations d'automobile, d'aluminium et d'acier, affectant l'industrie japonaise. Au lendemain de sa rencontre avec le Premier ministre S. Ishiba, D. Trump a annoncé une taxe douanière généralisée de 25 % sur les importations d'aluminium et d'acier à compter du 12 mars, pour lesquelles le Japon bénéficie jusqu'ici de quotas gratuits qui expireront à la même date. En réaction, le ministre japonais des Affaires étrangères, T. Iwaya, a sollicité une nouvelle exemption auprès de son homologue, M. Rubio. Le 18 février, une taxe similaire de 25 % sur les importations d'automobiles a été annoncée pour prendre effet en avril. L'impact serait important pour l'industrie automobile japonaise, notamment au Mexique où ses constructeurs produisent plus de 900 000 véhicules destinés en majorité aux États-Unis. Une visite du ministre japonais de l'Économie, du Commerce et de l'Industrie (METI), Y. Muto, aux États-Unis est attendue en mars pour solliciter de nouvelles exemptions. Le METI a ouvert un guichet pour

accompagner les entreprises japonaises pouvant être affectées par ces mesures. [Nikkei Asia](#), [Japan Times](#), [Nikkei Asia](#)

Entreprises

Fin du projet de fusion entre Nissan et Honda. Confirmant les échos de la presse (cf. *Brèves régionales Japon-Corée du Sud* n° 208), les deux groupes sont convenus le 13 février de mettre fin au protocole d'accord qui avait été signé le 23 décembre 2024 en faveur d'une fusion entre les deux entreprises, tout en s'engageant à préserver leur « *partenariat stratégique* » ciblant « *l'ère de l'intelligence et des véhicules électrifiés* ». Le même jour, Nissan a présenté son plan de redressement, prévoyant la fermeture de trois usines en Thaïlande, ainsi qu'une réduction de -30 % de sa production en Chine. Les spéculations se poursuivent sur l'avenir de Nissan : reprise des négociations avec Honda suite à une éventuelle démission du CEO M. Uchida ? Rachat par Foxconn, dont le président a fait savoir que l'objectif principal de son entreprise restait « *la collaboration, et non l'acquisition d'actions* » ? Investissement de Tesla pour renforcer la production aux États-Unis, conformément à la proposition d'un groupe influent japonais, incluant l'ex-Premier ministre Y. Suga et l'ancien membre du directoire de Tesla H. Mizuno ? [Financial Times](#), [Financial Times](#), [Japan Times](#)

Les actionnaires de Seven&i s'organisent pour contrer l'offre d'achat de Couche-Tard. L'offre d'achat amicale adressée par le géant de la distribution canadien Couche-Tard à l'été 2024 (cf. *Brèves régionales Japon-Corée du Sud* n° 204) continue de provoquer des remous au sein du leader japonais des *convenience stores*. Après que l'offre initiale de Couche-Tard avait été écartée par la direction de Seven&i, le groupe canadien en avait rehaussé le montant à 46 Mds USD. Écartant cette nouvelle proposition, le groupe japonais avait en même temps entrepris une restructuration afin de se défendre contre le rachat, en se recentrant sur les activités les plus profitables (*convenience stores*) et en cédant des activités périphériques. Parmi celles-ci figure la chaîne de grande distribution Ito-Yokado, autour de laquelle la holding s'était constituée initialement. Afin d'éviter ce scénario, plusieurs actionnaires historiques de Seven&i ont approché les principales banques japonaises afin de construire une offre de rachat par les actionnaires, qui transformerait Seven&i en société non-cotée. Ils ont dû y renoncer en l'absence de financements suffisants, en particulier en raison du rejet par la maison de commerce Itochu, partenaire historique. Cette annonce, suivie d'une baisse de -12 % de l'action, remet en jeu l'hypothèse d'un rachat par Couche-Tard, qui sera examiné lors de l'assemblée générale des actionnaires de la holding de Seven&i en mai. [NHK](#), [Nikkei Asia](#) [1](#), [2](#)

Démission du président de la banque Norinchukin suite à de mauvais résultats financiers. À la tête de la banque depuis juin 2018, K. Oku sera remplacé le 1^{er} avril par T. Kitabayashi, l'actuel *Chief*

Financial Officer. Ce changement de direction fait suite à des pertes d'environ 1 900 Mds JPY (12 Mds EUR) enregistrées par la banque au cours de l'année fiscale 2024-2025, au-delà des estimations initiales de 1 500 Mds JPY (9,6 Mds EUR). Ces pertes sont essentiellement issues (i) d'une stratégie d'investissement portant sur les obligations étrangères, principalement étatsuniennes et européennes – le coût d'emprunt dans ces devises étrangères ayant dépassé les profits issus de ces actifs, dans le contexte du resserrement monétaire opéré par la BoJ – et (ii) du délai de réaction de la banque ayant retardé leur liquidation. Depuis 2023, la banque est sous la surveillance d'un panel gouvernemental établi par le ministère de l'Agriculture, des Forêts et de la Pêche (MAFF), qui lui a conseillé en janvier de renforcer l'expertise de son conseil d'administration dans les marchés financiers. La banque espère un retour des bénéfices nets pour l'exercice fiscal 2025-2026, entre 30 Mds et 70 Mds JPY (0,2 à 0,4 Mds EUR). Détendue par les 3 300 coopératives agricoles du Japon, la banque Norinchukin est l'un des plus grands investisseurs institutionnels du pays. [Japan Times](#), [Nikkei Asia](#)

Corée du Sud

Politiques économiques

La Banque de Corée (BoK) abaisse son taux directeur dans un contexte de ralentissement économique. Au quatrième trimestre 2024, le PIB sud-coréen n'a progressé que de +0,1 % en g.t., limitant la croissance économique pour l'ensemble de l'année 2024 à 2,0 %. Ce chiffre, bien que constituant un rattrapage par rapport à 2023 (+1,4 %) est inférieur aux prévisions de +2,2 % de la banque centrale. L'an dernier, l'économie a été principalement portée par les exportations, en hausse de +6,9 %, tandis que la demande intérieure est restée atone : la consommation des ménages a faiblement progressé, de +1,1 %, tandis que les investissements ont connu une évolution contrastée (+1,8 % pour ceux dans les équipements, -2,7 % pour ceux du secteur de la construction). Pour 2025, la banque centrale a revu à la baisse sa prévision de croissance à +1,5 %, contre +1,9 % estimés en novembre, en raison des risques liés aux mesures tarifaires américaines et de l'incertitude sur la politique intérieure. En conséquence, la BoK a décidé, lors de sa réunion de politique monétaire de février, de privilégier le soutien à l'économie en abaissant son taux directeur de 25 points de base, le portant à 2,75 %. Parallèlement, l'agence Fitch a, en dépit du ralentissement économique, maintenu la note de la Corée du Sud à AA-, en soulignant des perspectives stables. [Korea Times](#), [Yonhap News Agency](#), [Reuters](#)

La Chine autorise à nouveau les importations de contenus culturels sud-coréens. Le président de l'Assemblée nationale, Woo Won-shik, a rencontré début février le président chinois Xi Jinping, en anticipation d'une possible première visite du dirigeant chinois à l'occasion du sommet de l'Association de coopération économique Asie-Pacifique

(APEC) prévu en Corée du Sud en novembre. Cette visite en République de Corée serait la première en 11 ans pour le dirigeant chinois. Cette rencontre a également conduit à l'annonce de la levée de l'interdiction chinoise sur les produits de la culture populaire coréenne (*Hallyu*), prévue pour mai 2025. L'interdiction, ciblant la distribution de contenus sud-coréens (*dramas*, films, jeux vidéo, concerts de K-pop, etc.), ainsi que la vente de produits de consommation sud-coréens en Chine, avait été introduite en 2017 en représailles au déploiement du système de défense antimissile américain THAAD en Corée du Sud. Le retour des produits *Hallyu* sur le marché chinois pourrait représenter un gain significatif pour l'industrie sud-coréenne: l'institut de recherche de la banque publique KDB estime que l'interdiction avait causé en 2017 des pertes de 15 Mds USD. Ce geste s'inscrit dans la continuité de l'inclusion, à la fin de l'année dernière, de la République de Corée dans la liste des États bénéficiant d'entrées sans visa de tourisme de la Chine, une première depuis l'établissement des relations diplomatiques bilatérales en 1992. [KED Global](#), [KED Global](#), [Business Korea](#)

L'adoption de la loi de soutien aux semi-conducteurs retardée, sur fond de désaccord politique. Dans un contexte de forte concurrence touchant plusieurs secteurs stratégiques, la Corée du Sud a revu début 2025 son dispositif de soutien à l'industrie des semi-conducteurs. Approuvée en commission législative mais pas encore en séance plénière, la loi spéciale sur les semi-conducteurs, dite *K-Chips Act*, est bloquée par le parti d'opposition démocrate, majoritaire au Parlement. En cause, la disposition visant à exempter les chercheurs travaillant dans ce secteur de la limite des 52 heures de travail hebdomadaires. Si le parti conservateur considère que cette disposition permet de flexibiliser l'industrie électronique dans une période de forte concurrence, le parti d'opposition la qualifie de violation du droit des travailleurs. En l'absence de consensus, les fabricants de puces sud-coréens ne pourront pas bénéficier de l'augmentation de crédit d'impôt, des allègements fiscaux et de l'aide à l'installation prévus par le texte de loi. Ainsi, ce blocage pourrait freiner la compétitivité des entreprises sud-coréennes, alors que l'Europe, les États-Unis et la Chine renforcent leur soutien aux producteurs de composants électroniques, dans un contexte de durcissement du commerce mondial impulsé par la nouvelle administration Trump. [Businesskorea](#), [The Korea Herald](#), [Businesskorea](#)

Entreprises

Les groupes sud-coréens accélèrent leurs partenariats internationaux dans l'intelligence artificielle (IA). Présent au Sommet pour l'action sur l'IA qui s'est tenu les 11 et 12 février à Paris, la PDG du groupe Naver, première plateforme de services numériques de Corée du Sud, a mis en avant son souhait d'augmenter ses coopérations internationales, en misant à la fois sur ses atouts technologiques et sur les dizaines de millions d'utilisateurs de ses services numériques (moteurs de recherche, géolocalisation, messagerie Line, etc.). Quelques jours

plus tard, ce même groupe a annoncé un partenariat avec la start-up Rebellions pour un développement conjoint en Arabie saoudite. Toujours en février, Kakao, l'autre grand groupe numérique sud-coréen, a annoncé un partenariat stratégique avec OpenAI, à l'occasion du déplacement de Sam Altman en République de Corée. Ces annonces interviennent alors que le développement de DeepSeek pourrait remettre en cause la nécessité pour les modèles d'IA de faire appel à des semi-conducteurs de grande puissance, comme ceux produits par les sud-coréens Samsung et SK Hynix. Les autorités sud-coréennes ont, par ailleurs, décidé de suspendre l'accès à DeepSeek, le modèle ne présentant pas suffisamment de garanties quant à l'utilisation des données personnelles. [Chosun Biz](#), [Maeil Business](#), [Chosun Biz](#), [JoongAng](#), [Reuters](#)

Les entreprises sud-coréennes sous pression des États-Unis pour accroître leurs investissements. Une délégation de 26 dirigeants de grands groupes sud-coréens, dont Samsung, SK et Hyundai, s'est rendue à Washington D.C. les 20 et 21 février dernier, pour rencontrer des représentants de la Maison-Blanche, du Congrès, du Trésor et du département du Commerce américains. Cette visite intervenait alors que les conglomérats sud-coréens sont préoccupés par les annonces de l'administration Trump de mise en place de droits de douanes réciproques, de diverses mesures tarifaires (acier, aluminium, automobiles, semi-conducteurs, secteur pharmaceutique), ou de potentielles réductions de programmes d'aide aux investissements dans les batteries et les semi-conducteurs. Lors d'un entretien avec le Secrétaire au Commerce, H. Lutnick, ce dernier aurait indiqué qu'il attendait de chaque groupe sud-coréen un investissement d'au minimum 1 Md USD pour envisager des aides gouvernementales, laissant entendre que ce montant devait s'ajouter aux annonces d'investissement déjà faites par les groupes sud-coréens (160 Mds USD engagés par les grands groupes au cours de ces huit dernières années, dont 40 Mds USD pour Samsung et 13 Mds USD pour Hyundai). De leur côté, les groupes sud-coréens se sont montrés ouverts à une augmentation de leurs investissements aux États-Unis, tout en revendiquant avoir déjà créé, sur la période récente, plus de 800 000 emplois aux États-Unis. [Korea Times](#), [JoongAng Daily](#), [Korea Herald](#)

Japon & Corée du Sud

Commerce bilatéral avec la France

Nette amélioration des soldes commerciaux de la France vis-à-vis du Japon et de la Corée du Sud en 2024, progressant d'un déficit cumulé de -7,4 Mds EUR en 2023 à des échanges de biens équilibrés (léger déficit de -287 Mi EUR avec le Japon, et léger excédent de +70 Mi EUR avec la Corée du Sud). La Corée du Sud et le Japon sont ainsi respectivement les 2^{ème} et 3^{èmes} contributeurs à la résorption du déficit commercial français en 2024, qui s'élève à -81 Mds EUR tous pays confondus (vs. -100 Mds EUR en 2023). Les exportations françaises

vers le Japon et la Corée du Sud augmentent nettement (respectivement de +36 % et +13 %) pour atteindre 16 Mds EUR cumulés. Pour les deux pays, on observe un doublement des exportations françaises dans l'aéronautique et le spatial. En revanche, alors que le volume total des biens échangés avec le Japon progresse pour la 4^{ème} année consécutive (+9 % en g.a.), les échanges totaux avec la République de Corée sont en baisse de -14 % après trois années de croissance en raison de la diminution des importations de -31 %. Le Japon et la Corée du Sud progressent dans le classement des plus grands clients de la France, de 16^{ème} et 20^{ème} respectivement en 2023 à 12^{ème} et 17^{èmes} clients en 2024. Inversement, le Japon se maintient à la 12^{ème} place des fournisseurs de la France, tandis que la Corée du Sud recule nettement (22^{ème} fournisseur en 2024, contre 15^{ème} en 2023).

Les chiffres du commerce extérieur : [Japon](#), [Corée du Sud](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Tokyo
raphael.keller@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : SER de Tokyo et SE de Séoul

Abonnez-vous : tokyo@dgtrésor.gouv.fr